

LANCEMENT D'UN PLAN DE MODERNISATION POUR SAUVER LA FACE

Une Bourse sans marché financier

Entre 2003 et 2008, le gouvernement algérien a procédé à la privatisation de nombreuses filiales sans passer par la Bourse d'Alger. En choisissant l'option d'appel à manifestation d'intérêt, l'Etat a ainsi négligé l'émergence et l'évolution du marché financier.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Pour le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Ismaïl Noureddine, qui s'exprimait hier à l'occasion d'une conférence de presse, «il est anormal que la Bourse d'Alger fonctionne depuis une décennie avec trois titres capital». Il s'agit de Alliance Assurances, Sidal et El Aurassi. Ismaïl Noureddine, qui annonçait le lancement officiel du plan de modernisation de la Bourse d'Alger, dont l'élaboration a connu quelques semaines de retard, pense qu'il est nécessaire de pro-

céder à une réforme globale du milieu financier algérien. «C'est l'affaire du gouvernement et non pas de la COSOB. Maintenant qu'il y a une volonté politique, nous pouvons entamer la réforme du marché financier», dira Ismaïl Noureddine, qui sera appelé à chapeauter la mise en œuvre du plan en question. Ce programme se réalisera, ainsi, à travers deux étapes, à savoir la redéfinition des caractéristiques du marché financier et son rôle dans la conduite du développement de l'économie nationale, dans une période allant de 8 à 10 mois, et ensuite la mise œuvre du projet à travers la moder-



Un plan pour redynamiser la cote et diversifier les sources de financement.

nisation des systèmes d'information du marché financier. Evoquant l'absence de travail de concerta-

tion, d'un service d'investissement et surtout d'un environnement financier favorable, le président de

la COSOB soulignera toutefois, l'existence d'indicateurs positifs qu'il y a lieu d'exploiter en révisant la politique financière globale et choisissant le modèle le plus approprié. Mais ce qui semble le plus contraria Ismaïl Noureddine, est le recours du gouvernement à la privatisation des filiales d'entreprises sans passer par la Bourse.

«Le gouvernement est souverain dans son choix, et il a opté pour l'option des appels à manifestation d'intérêt dans le cadre du programme de privatisation de certaines filiales, mais il faut dire que cette méthode n'a pas profité à l'évolution et l'émergence du marché financier. D'autant plus que ces filiales souffrent, par conséquent, d'un problème de suivi sur le plan financier», a-t-il souligné.

M. M.

CRÉATION DE COMPAGNIES D'ASSURANCES Les Koweïtiens intéressés

Les Koweïtiens sont très intéressés par la création de compagnies d'assurances vie et dommages en Algérie. En marge, hier, du Salon Expo-Finances, le président de l'Union algérienne des assureurs et réassureurs (UAR), Amara Latrous, a souligné l'intérêt du Koweït d'investir le marché algérien. Et d'autant que le lancement de compagnies spécialisées dans l'assurance de personnes reste encore embryonnaire, même si des agréments ont été accordés à des sociétés filiales de trois assureurs publics, qu'une filiale de la Caisse de mutualité agricole soit opérationnelle prochainement et que la filiale de la compagnie privée CIAR soit impulsée. Voire, l'obligation pour l'ensemble des compagnies d'assurances de créer leurs filiales spécialisées risque de ne pas être satisfaite à terme, dans la mesure où l'insuffisance des moyens notamment financiers pose problème.

C. B.

PROMOTION DE L'ENTREPRISE Innover ou disparaître

L'innovation est un processus complexe qui engage l'entreprise, les chercheurs et les pouvoirs publics, ont affirmé hier à Alger des experts en matière d'innovation et de compétitivité des entreprises, pour qui le processus innovant nécessite la construction d'un milieu innovateur par tous ses acteurs. «La construction d'un milieu innovateur est une ressource fondamentale pour bâtir une économie compétitive», a souligné le Pr Abdelmadjid Aït Habouche de l'université d'Oran dans sa communication présentée lors du colloque international sur l'innovation, entrepreneuriat et compétitivité des entreprises». Selon cet expert, les secteurs les plus performants à l'innovation sont les secteurs de la chimie, de la pharmacie et celui des technologies de l'information et de la communication. Il a précisé, dans le même sens, qu'entre 40 à 50% des petites et moyennes entreprises (PME) innovent dans les biens d'équipement, 25% dans les biens intermédiaires et entre 20 à 25% dans les biens de consommation. Pour le Pr Abdelkader Djelfat, les entreprises sont, aujourd'hui, condamnées à «innover ou disparaître». «De nos jours, la compétitivité des entreprises est le garant de leur existence», a-t-il soutenu dans son intervention, relevant qu'en Algérie le système d'innovation est «un peu déstructuré».

R. N.

ÉPARGNE La Cnep lancera une carte magnétique

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep-Banque) lancera, dès l'année prochaine, une carte magnétique en remplacement des livrets d'épargne actuels.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Un projet en ce sens est finalisé, selon le Président-directeur général de la Cnep-Banque, Djamel Bessa, hôte hier au pavillon C du Palais des expositions (Pins-Maritimes à Alger), du Salon des banques, assurances et produits financiers Expo-Finances, dans sa

seconde édition. Selon le premier responsable de la Cnep-Banque, s'exprimant en marge, cette carte magnétique remplacera les livrets de 10 à 20 000 clients de la caisse, à titre pilote, avant d'être généralisée par la suite à l'ensemble des titulaires de comptes d'épargne. Par ailleurs, Djamel Bessa, égale-

ment président de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef) a indiqué qu'un colloque des banques maghrébines devrait se tenir durant le premier trimestre 2012, après avoir été reporté dès juin dernier en raison de la situation en Libye.

Inauguré hier par le chef de cabinet du ministre des Finances, suppléant à Karim Djoudi, retenu par un empêche-

ment imprévu, le salon Expo-Finances est marqué par la participation d'une quarantaine d'opérateurs institutionnels, bancaires et assurantiels même si l'absence de plusieurs établissements de droit algérien d'envergure reste à relever. Durant cinq jours, les exposants présenteront divers produits et services financiers et débattront de la dynamique sectorielle en cours.

C. B.

ACCIDENTS CORPORELS PROVOQUÉS PAR DES AUTOMOBILISTES

Des victimes indemnisées à hauteur de 460 millions de dinars

Des victimes d'accidents corporels ont été indemnisées par le Fonds de garantie automobile (FGA), un établissement public sous tutelle du ministère des Finances, pour un montant de 460 millions de dinars, entre 2005 et 2010.

Hier, au Salon Expo-Finances au Palais des expositions (Pins-Maritimes), le directeur juridique et technique du FGA, Abderrahmane Ahmed-Bacha, a indiqué que ce fonds a traité durant cette période, entre 2 700 et 2 800 dossiers d'indemnisation, sur un nombre global de 4 000 dossiers environ. Doté de 1 milliard de dinars de ressources, financées par les 3% de prélèvements sur les primes de responsabilité civile, le FGA a hérité du Fonds spécial d'indemnisation (FSI) créé en 1970. Impulsé dès 2004, le FGA est un opérateur d'assurances avec une vocation «sociale, d'intérêt général» et non commerciale comme l'assure son directeur général, Mohamed Fatmi. Cela même si le montant élevé des indemnités démontre les bonnes performances de l'établissement, voire la nécessité d'indemniser des victimes de plus en plus nombreuses.

Ce Fonds a pour mission, en fait, de supporter tout ou une partie des indemnités allouées aux victimes d'accidents corporels, causés par des véhicules terrestres à moteur, ainsi que leurs ayants droit.

Saisi en général par ces derniers, dans le cadre d'une action judiciaire, le FGA indemnise notamment quand l'auteur responsable des dommages est soit inconnu ou déchu de la garantie de son assureur mais aussi quand l'auteur est insuffisamment ou non assuré, ou se révèle totalement ou partiellement insolvable. Ainsi, le FGA indemnise la victime ou ses ayants

droit selon un barème fixé en 1988, les indemnités étant calculées sur la base du salaire ou du revenu professionnel de la victime dûment justifié, en tenant compte également de l'âge de la victime. Lorsque la victime ou ses ayants droit sont indemnisables partiellement par les assureurs, le FGA ne prend en charge que le complément. Ces indemnités portent notamment sur les frais médicaux et pharmaceu-

tiques, l'incapacité temporaire de travail, le préjudice esthétique et le pretium doloris (dommage lié aux souffrances morales et physiques) en cas de blessures de la victime. En cas de décès de la victime, selon le cas qu'il s'agit d'une victime majeure ou mineure, les ayants droit perçoivent des indemnités de capital, pour préjudice moral et les frais funéraires.

C. B.

TÉLÉCOMMUNICATIONS Alcatel-Lucent étoffe son réseau de distribution en Algérie

Alcatel-Lucent vient, selon ses responsables, d'étendre son réseau de distribution en Algérie, en collaboration avec Itissalnet, son nouveau collaborateur local. L'entreprise annonce aussi un taux de croissance de plus de 20% en Algérie au cours des trois dernières années.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Selon le premier responsable d'Itissalnet, Hocine Hamini, l'entreprise ambitionne d'offrir un support commercial et technique sur les solutions Alcatel-Lucent pour les petites et moyennes entreprises et les revendeurs indirects en Algérie. Hocine Hamini notera, à cet effet, que ce projet couvrira les solutions de communications, les solutions d'infrastructures de réseau ainsi que les solutions de communications visuelles, intégrées dans le portefeuille Alcatel-Lucent entreprise. Ce dernier annoncera, en outre, un taux de croissance annuel de plus de 20 % par an depuis trois ans pour l'Algérie, taux jugé par le responsable comme étant le plus important dans la région pour l'entreprise. Cette dernière dispose en Algérie

de six revendeurs directs et deux grossistes qui supportent le réseau de revendeurs.

Réseau qui, selon Laurent Thévenon, directeur régional Afrique francophone d'Alcatel-Lucent existe depuis une vingtaine d'années en Algérie. «Nous sommes en train de renforcer notre présence par des produits de nouvelle technologie et sur un marché en croissance et dynamique et nous ambitionnons d'accroître nos investissements en Algérie et de mieux servir nos clients», a déclaré Laurent Thévenon.

Par ailleurs, et par le biais de l'élargissement du réseau de distribution à travers Itissalnet, l'entreprise projette notamment d'augmenter la disponibilité des produits en stock et de maintenir le niveau de compétence et d'expertise, explique l'intervenant. Ce dernier notera, en outre, qu'après dix années d'expérience sur les avantages des solutions Alcatel-Lucent entreprise et avec les connaissances techniques pour supporter les revendeurs indirects, Itissalet contribuera à changer la façon de communiquer entre les entreprises et leurs clients.

F.-Z. B.